

L'état de ces recettes et dépenses totales (moins les subsides de chemins de fer) tel que constaté par ces mêmes Comptes Publics, se chiffre comme suit :

Dépenses totales, (moins subsides de chemins de fer)..	\$5,288,469 33
Recettes totales.....	3,923,238 70
Déficit	\$1,365,230 63

L'écart est énorme.

On se rappellera que l'état des recettes et des dépenses totales pour l'année 1892-93, établi sur les mêmes bases, (c'est-à-dire moins les subsides de chemins de fer,) n'indiquait qu'un déficit de \$24,828 00, et que le Trésorier de cette époque nous donnait à espérer des surplus constants pour les années subséquentes.

Comme on le voit, l'événement est loin d'avoir justifié ses prévisions, puisque les déficits annuels, depuis cette époque, se sont graduellement accrus, jusqu'à ce qu'au 30 juin dernier, ils aient atteint cette lourde somme de \$1,365,230 63.

En retranchant du total de la dépense le montant des dépôts de garantie de chemins de fer, remboursé pendant l'année, ainsi que les subsides de chemins de fer, l'état serait le suivant :

Dépenses.....	\$4,907,281 71
Recettes.....	3,923,238 70
Déficit	\$ 984,043 01

Je laisse à la chambre le soin de tirer de ces chiffres ses propres conclusions sur le succès de nos devanciers dans leurs efforts d'équilibre budgétaire.

Cette différence énorme entre les prévisions budgétaires du gouvernement précédent et l'état réel de ses dépenses de cette année. (1896-97), exige, je le comprends quelques explications de détail que la Chambre me permettra de lui donner en aussi peu de mots que possible.

Ainsi, des diminutions dans les recettes se sont produites sous les chefs suivants :

Les montants reçus et distribués par les Sherifs pour le fonds des bâties et des jurés, \$14,326.16, et par les percepteurs du revenu provincial, pour les licences, \$47,239.61, n'ayant pas été inclus dans les prévisions budgétaires, ne sont pas compris dans les recettes et les dépenses dans les comparaisons suivantes :